

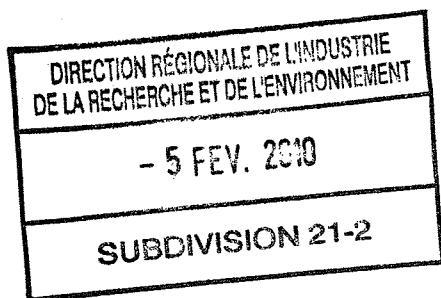


Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DREAL 0721

8

PREFECTURE DE LA COTE-D'OR



DIJON, LE 26 JAN. 2010

**ARRETE PREFECTORAL**  
**PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES**

-----  
**Société ALCAN PECHINEY SOFTAL**

-----  
Commune de NUIITS SAINT GEORGES  
-----

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE,**  
**PRÉFET DE LA CÔTE D'OR**  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

VU la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;

VU les articles R211-11-1 à R211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surface soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002 qui organise une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées ;

VU la circulaire DCE 2005/12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du « bon état » ;

VU la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 définissant les « normes de qualité environnementale provisoires (NQE<sub>p</sub>) » et les objectifs nationaux de réduction des émissions de certaines substances ;

VU la circulaire du 5 janvier 2009 relative à la mise en oeuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15/01/08 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 mars 2006 autorisant la société ALCAN PECHINEY SOFTAL à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées à Autorisation sur le territoire de la commune de NUITS SAINT GEORGES ;

VU le courrier de l'inspection du 9 octobre 2009 qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 novembre 2009 ;

VU l'avis du CODERST du 17 décembre 2009 ;

VU les résultats du rapport établi par le Centre d'Analyses et de Recherches (CAR) référencés HYP-PRE-05-RAPPORT FINAL – PECHINEY SOFTAL à Nuits Saint Georges daté du 27 février 2006 présentant les résultats d'analyse menées dans le cadre de la première phase de recherche de substances dangereuses dans l'eau ;

**Considérant** l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

**Considérant** les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

**Considérant** la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

**Considérant** les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture,

## **ARRETE :**

### **Article 1 : Objet**

La société ALCAN PECHINEY SOFTAL dont le siège social est situé à NUITS SAINT GEORGES 21702 doit respecter, pour ses installations situées sur le territoire de la commune de NUITS SAINT GEORGES, ZI voie Gustave Eiffel – BP 46, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs en date du 21 mars 2006 sont complétées par celles du présent arrêté.

### **Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses**

2.1 Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

2.2 Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduaires », pour chaque substance à analyser.

2.3 L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant a minima :

- a. Numéro d'accréditation
- b. Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées

2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels
3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 5.2 de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.
4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Les modèles des documents mentionnés au point 3 et 4 précédents sont repris en annexe 1 du présent arrêté.

2.4 Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 du document figurant en annexe 3 du présent arrêté préfectoral et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2006 à son article 15.1 sur des substances mentionnées à l'article 3 du présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures mentionnées à l'article 3, sous réserve que la fréquence de mesures imposée à l'article 3 soit respectée et que les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance réalisées en application de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2006 répondent aux exigences de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire, notamment sur les limites de quantification.

### Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance initiale

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

| Nature et nom du rejet :<br>Rejet 7<br>de la STEP qui déverse dans le rejet 1        |  |   |   |   |
|--|--|---|---|---|
| Substances<br>Annexe I de la circulaire du 05/01/2009<br>(Secteur d'activités n° 21) | Périodicité                            | Durée de<br>chaque<br>prélèvement   | Limite de<br>Quantification<br>à atteindre par<br>surbtances par<br>les laboratoires<br>en µg/l<br>(source :<br>annexe 5.2 du<br>document en<br>annexe 3)   |   |
| <b>Nonylphénols</b>  | 1 mesure par<br>mois pendant<br>6 mois | 24 heures<br>représentatives<br>du<br>fonctionnement<br>de l'installation | 0,1   |   |
| <b>Cadmium et ses composés</b>   |  |   | 2   |   |
| <b>Chloroforme</b>   |  |   | 1   |   |
| <b>Chrome et ses composés</b>  |  |   | 5   |   |
| <b>Cuivre et ses composés</b>  |  |   | 5   |   |
| <b>Fluoranthène</b>  |  |   | 0,01  |   |
| <b>Mercure et ses composés</b>   |  |   | 0,5   |   |
| <b>Naphtalène</b>  |  |   | 0,05  |   |
| <b>Nickel et ses composés</b>  |  |   | 10  |   |
| <b>Plomb et ses composés</b>   |  |   | 5   |   |
| <b>Zinc et ses composés</b>  |  |   | 10  |   |
| <b>Trichloroéthylène</b>   |  |   | 0,5   |   |
| <b>Tétrachloroéthylène</b>   |  |   | 0,5   |   |
| <i>Anthracène</i>  |  |   | 3   |   |
| <i>Arsenic et ses composés</i>   |  |   | 4   |   |
| <i>Dichlorométhane (chlorure de méthylène)</i>                                       |  |   | 5   |   |
| <i>Hexachlorobenzène</i>   |  |   | 0,01  |   |
| <i>Octylphénols</i>  |  |   | 0,1   |   |
| <i>Diphényléther polybromés (BDE 47, 99,100, 154, 153,183,209)</i>                   |  |   | La quantité de<br>MES à prélever<br>pour l'analyse<br>devra permettre<br>d'atteindre une<br>LQ équivalente<br>dans l'eau de<br>0,05 µg/l pour<br>chaque BDE |   |
| <i>Toluène</i>   |  |   |   | 1 |

|                                 |  |  |      |
|---------------------------------|--|--|------|
| <i>Monobutylétain cation</i>    |  |  | 0,02 |
| <i>Dibutylétain cation</i>      |  |  | 0,02 |
| <i>Tributylétain cation</i>     |  |  | 0,02 |
| <i>Tétrachlorure de carbone</i> |  |  | 0,5  |

#### **Article 4 : Rapport de synthèse de la surveillance initiale**

L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- Un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur les 6 échantillons, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir des 6 mesures et les limites de quantification pour chaque mesure;

- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté ;

- Dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;

- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés;

- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander l'abandon de la surveillance pour certaines substances. L'exploitant pourra notamment demander la suppression de la surveillance des substances présentes dans le rejet des eaux industrielles qui répondront à au moins l'une des trois conditions suivantes (la troisième condition n'étant remplie que si les deux critères 3.1 et 3.2 qui la composent sont tous les deux respectés) :

1. Il est clairement établi que ce sont les eaux amont qui sont responsables de la présence de la substance dans les rejets de l'établissement ;

2. Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie pour cette substance à l'annexe 5.2 du document figurant en annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire;

3. 3.1 Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont inférieures à 10\*NQE (norme de qualité environnementale ou, en l'attente de leur adoption en droit français, 10\*NQEp, norme de qualité environnementale provisoire fixée dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007) ;

ET 3.2 Tous les flux journaliers calculés pour la substance sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur (le flux journalier admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE ou NQEp conformément aux explications de l'alinéa précédent).

- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance ;

- Le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable).

**Article 5 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets**  
**Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux**

Les résultats des mesures du mois N réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet et sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1.

Dans l'attente de la possibilité d'utilisation généralisée à l'échelle nationale de l'outil de télédéclaration du ministère ou si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site de télédéclaration mentionné à l'alinéa précédent, il est tenu :

- de transmettre mensuellement par écrit avant la fin du mois N+1 à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois N imposées à l'article 3 ainsi que les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 2 du présent arrêté.
- de transmettre mensuellement à l'INERIS par le biais du site <http://rsde.ineris.fr> les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 2 du présent arrêté.

**Article 6 :**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

**Article 7 :**

Délais de recours (article L514-6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon - 22, rue d'Assas 21 000 Dijon -. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

**Article 8 :**

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or, la Sous-Préfète de l'arrondissement de BEAUNE, le Maire de NUIITS SAINT GEORGES, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne et le Directeur de la Société ALCAN PECHINEY SOFTAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, (2 exemplaires)
- . Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de BEAUNE,
- . M. le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Directeur de la Société ALCAN PECHINEY SOFTAL,
- . M. le Maire de NUIITS SAINT GEORGES.

FAIT à DIJON, le 26 JAN. 2010

LE PREFET  
Pour le Préfet, le Sous-Préfet  
Directeur de Cabinet

7

Alexander GRIMAUD

**ANNEXE 1 - Tableau des performances et assurance qualité et attestation d u prestataire à renseigner par le laboratoire et à restituer à l'exploitant**

(Documents disponibles à l'annexe 5.5 de la circulaire du 5 janvier 2009 et téléchargeables sur le site <http://rsde.ineris.fr/>)

| Famille               | Substances                          | Code SANDRE             | Substance<br>Accréditée <sup>1</sup> oui<br>/ non sur<br>matrice eaux<br>résiduaires | LQ en µg/l<br>(obtenue sur une<br>matrice eau<br>résiduaire) |
|-----------------------|-------------------------------------|-------------------------|--|--|
| <i>Alkylphénols</i>   | Octylphénols                        | 1920                    |  |  |
|                       | OP1OE                               | <i>demande en cours</i> |  |  |
|                       | OP2OE                               | <i>demande en cours</i> |  |  |
|                       |                                     |                         |  |  |
| <i>Anilines</i>       | 2 chloroaniline                     | 1593                    |  |  |
|                       | 3 chloroaniline                     | 1592                    |  |  |
|                       | 4 chloroaniline                     | 1591                    |  |  |
|                       | 4-chloro-2 nitroaniline             | 1594                    |  |  |
|                       | 3,4 dichloroaniline                 | 1586                    |  |  |
| <i>Autres</i>         | Biphényle                           | 1584                    |  |  |
|                       | Epichlorhydrine                     | 1494                    |  |  |
|                       | Tributylphosphate                   | 1847                    |  |  |
|                       | Acide chloroacétique                | 1465                    |  |  |
|                       | Tétrabromodiphényléther<br>BDE 47   | 2919                    |  |  |
| <i>BDE</i>            | Hexabromodiphényléther<br>BDE 154   | 2911                    |  |  |
|                       | Hexabromodiphényléther<br>BDE 153   | 2912                    |  |  |
|                       | Heptabromodiphényléther<br>BDE 183  | 2910                    |  |  |
|                       | Décabromodiphényléther<br>(BDE 209) | 1815                    |  |  |
| <i>BTEX</i>           | Benzène                             | 1114                    |  |  |
|                       | Ethylbenzène                        | 1497                    |  |  |
|                       | Isopropylbenzène                    | 1633                    |  |  |
|                       | Toluène                             | 1278                    |  |  |
|                       | Xylènes (Somme o,m,p)               | 1780                    |  |  |
| <i>Chlorobenzènes</i> | 1,2,3 trichlorobenzène              | 1630                    |  |  |
|                       | 1,2,4 trichlorobenzène              | 1283                    |  |  |
|                       | 1,3,5 trichlorobenzène              | 1629                    |  |  |
|                       | Chlorobenzène                       | 1467                    |  |  |
|                       | 1,2 dichlorobenzène                 | 1165                    |  |  |
|                       | 1,3 dichlorobenzène                 | 1164                    |  |  |
|                       | 1,4 dichlorobenzène                 | 1166                    |  |  |
|                       | 1,2,4,5 tétrachlorobenzène          | 1631                    |  |  |

| Famille              | Substances                           | Code SANDRE | Substance<br>Accréditée <sup>1</sup> oui<br>/ non sur<br>matrice eaux<br>résiduares | LQ en µg/l<br>(obtenue sur une<br>matrice eau<br>résiduaire) |
|----------------------|--------------------------------------|-------------|---|--|
|                      | 1-chloro-2-nitrobenzène              | 1469        |   |  |
|                      | 1-chloro-3-nitrobenzène              | 1468        |   |  |
|                      | 1-chloro-4-nitrobenzène              | 1470        |   |  |
| <i>Chlorophénols</i> | Pentachlorophénol                    | 1235        |   |  |
|                      | 4-chloro-3-méthylphénol              | 1636        |   |  |
|                      | 2 chlorophénol                       | 1471        |   |  |
|                      | 3 chlorophénol                       | 1651        |   |  |
|                      | 4 chlorophénol                       | 1650        |   |  |
|                      | 2,4 dichlorophénol                   | 1486        |   |  |
|                      | 2,4,5 trichlorophénol                | 1548        |   |  |
|                      | 2,4,6 trichlorophénol                | 1549        |   |  |
| <i>COHV</i>          | Hexachloropentadiène                 | 2612        |   |  |
|                      | 1,2 dichloroéthane                   | 1161        |   |  |
|                      | Chlorure de méthylène                | 1168        |   |  |
|                      | Chloroforme                          | 1135        |   |  |
|                      | Tétrachlorure de carbone             | 1276        |   |  |
|                      | Chloroprène                          | 2611        |   |  |
|                      | 3-chloroprène (chlorure<br>d'allyle) | 2065        |   |  |
|                      | 1,1 dichloroéthane                   | 1160        |   |  |
|                      | 1,1 dichloroéthylène                 | 1162        |   |  |
|                      | 1,2 dichloroéthylène                 | 1163        |   |  |
|                      | Hexachloroéthane                     | 1656        |   |  |
|                      | 1,1,2,2 tétrachloroéthane            | 1271        |   |  |
|                      | Tétrachloroéthylène                  | 1272        |   |  |
|                      | 1,1,1 trichloroéthane                | 1284        |   |  |
|                      | 1,1,2 trichloroéthane                | 1285        |   |  |
|                      | Trichloroéthylène                    | 1286        |   |  |
|                      | Chlorure de vinyle                   | 1753        |   |  |
| <i>HAP</i>           | Fluoranthène                         | 1191        |   |  |
|                      | Naphtalène                           | 1517        |   |  |
|                      | Acénaphtène                          | 1453        |   |  |
|                      |                                      |             |   |  |
| <i>Métaux</i>        | Plomb et ses composés                | 1382        |   |  |
|                      | Nickel et ses composés               | 1386        |   |  |
|                      | Arsenic et ses composés              | 1369        |   |  |
|                      | Zinc et ses composés                 | 1383        |   |  |
|                      | Cuivre et ses composés               | 1392        |   |  |
|                      | Chrome et ses composés               | 1389        |   |  |
| <i>Organoétains</i>  | Dibutylétain cation                  | 1771        |   |  |

| Famille                    | Substances   | Code SANDRE             | Substance<br>Accréditée <sup>1</sup> oui<br>/ non sur<br>matrice eaux<br>résiduaire | LQ en µg/l<br>(obtenue sur une<br>matrice eau<br>résiduaire) |
|----------------------------|--|-------------------------|---|--|
| <b>PCB</b>                 | Monobutylétain cation                                  | 2542                    |   |  |
|                            | Triphénylétain cation                                  | <i>demande en cours</i> |   |  |
|                            | PCB 28   | 1239                    |   |  |
|                            | PCB 52   | 1241                    |   |  |
|                            | PCB 101  | 1242                    |   |  |
|                            | PCB 118  | 1243                    |   |  |
|                            | PCB 138  | 1244                    |   |  |
|                            | PCB 153  | 1245                    |   |  |
|                            | PCB 180  | 1246                    |   |  |
| <b>Pesticides</b>          | Trifluraline   | 1289                    |   |  |
|                            | Alachlore  | 1101                    |   |  |
|                            | Atrazine   | 1107                    |   |  |
|                            | Chlorfenvinphos  | 1464                    |   |  |
|                            | Chlorpyrifos   | 1083                    |   |  |
|                            | Diuron   | 1177                    |   |  |
|                            |  |                         |   |  |
|                            | Isoproturon  | 1208                    |   |  |
|                            | Simazine   | 1263                    |   |  |
| <b>Paramètres de suivi</b> | Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total | 1314                    |   |  |
|                            |  | 1841                    |   |  |
|                            | Matières en Suspension                                 | 1305                    |   |  |

<sup>1</sup> : Une absence d'accréditation pourra être acceptée pour certaines substances (substances très rarement accréditées par les laboratoires voire jamais). Il s'agit des substances : « Chloroalcanes C10-C13, diphénylétherbromés, alkylphénols et hexachloropentadiène ».

## ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(Nom, qualité) .....

Coordonnées de l'entreprise : .....

.....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

.....

.....

- ❖ reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.
- ❖ m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement <sup>1</sup>
- ❖ reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire\*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

\*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

<sup>1</sup> L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.



**ANNEXE 3 - Prescriptions techniques applicables aux  
opérations de prélèvements et d'analyses**

**Annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009)**

